Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 15 (2010)

Artikel: Relier les cultures au risque de les réifier : quelques réflexions à partir de terrains latino-américains

Autor: Kradolfer, Sabine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1007303

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.09.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

RELIER LES CULTURES AU RISQUE DE LES RÉIFIER

QUELQUES RÉFLEXIONS À PARTIR DE TERRAINS LATINO-AMÉRICAINS

Mots-clés: Amérique latine · Multiculturalisme · Peuples autochtones · Identité

Sabine Kradolfer

L'Amérique latine a connu durant les dernières décennies du XXe siècle des processus de redéfinition des Etats qui ont conduit à des réformes constitutionnelles dans de nombreux pays reconnaissant actuellement le multi- / pluri-culturalisme de leurs populations ou même, comme c'est le cas pour la Bolivie, le multinationalisme. Dans un mouvement similaire, les nouvelles politiques néolibérales de lutte contre la pauvreté, qui sont développées et financées par des agences de financement multilatérales comme la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement, prêtent une attention particulière aux différences culturelles, à tel point qu'elles qualifient actuellement leurs politiques de «multi- ou interculturelles». L'idée du développement qui émergea après la Deuxième Guerre mondiale et qui se focalisait essentiellement sur les phénomènes d'ordre économique (Escobar 1998) a peu à peu muté pour prendre en compte la dimension de la «durabilité» avant de se transformer en «développement avec identité». Du 19 au 30 avril 2010, comme preuve supplémentaire de l'actualité de cette problématique, c'est aussi le thème des «peuples autochtones: développement avec culture et identité» qui est au centre des discussions de la 9e session de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies.

Dans ce contexte, je me propose d'analyser les modes d'articulation entre les structures sociales, politiques et organisationnelles des populations autochtones et celles des Etats-nations, ainsi que des organisations internationales. En effet, à l'intersection entre ces différentes entités se trouvent un certain nombre d'acteurs et d'actrices (dirigeant·e·s autochtones, intellectuel·le·s, expert·e·s, etc.) et / ou de structures (réunions des organisations des Nations Unies sur les questions autochtones, ONG, offices et programmes destinés aux populations autochtones, etc.) qui fonctionnent comme des «articulations» entre les instances autochtones et (supra)gouvernementales. Dans la recherche que je mène actuellement à l'Université autonome de Barcelone et à l'Université nationale de Río Negro (Argentine)[1], je m'intéresse à différentes personnes ou lieux de «l'entre-deux», de l'ambivalence, du mélange, de l'hybridité, du métissage, etc., et en particulier aux infirmiers et infirmières et aux professeur·e·s de langue mapuche dans les communauté autochtones du nord de la Patagonie argentine ainsi qu'aux diplomates autochtones qui représentent leurs peuples dans différentes instances provinciales, nationales et internationales. Ces «articulateurs» s'avèrent particulièrement intéressants car ils remettent en question la dimension exclusive des identités culturelles envisagées dans un registre de «pureté»

[1] Intitulée «Revendications autochtones et affirmations identitaires en Amérique latine. Comment le respect des différences engendre les différences», cette recherche est financée par une bourse de chercheuse avancée du Fonds national suisse pour la recherche scientifique (FNS).

et mettent en perspective la dimension construite des catégories ethniques, puisqu'ils dépassent les différences en créant des ponts entre les cultures. De ce fait, ils peuvent – dans certains cas – mettre en danger l'intégrité des catégories «pures» et menacer l'ordre social[2] lorsqu'ils questionnent la conception exclusive des identités culturelles, alors même que, paradoxalement, ils recréent les différences qu'ils entendent dépasser, puisqu'ils doivent impérativement définir les identités à l'intersection desquelles ils se positionnent. De ce fait, il devient fondamental de comprendre les processus de construction des catégories socio-culturelles ou ethniques.

CONSTRUIRE DES CATÉGORIES POUR «RANGER» LA POPULATION

Les processus historiques relativement récents de construction des nations latino-américaines (XIXe et XXe siècle) ont mis en évidence la nécessité d'intégrer les premier·ère·s habitant·e·s du continent aux jeunes «nations imaginées» (Anderson 2002). En Argentine, après les guerres de conquête des territoires qui étaient restés sous contrôle autochtone jusqu'à la fin du XIXe siècle, les politiques publiques étaient essentiellement motivées par le souci d'homogénéiser la population et de parvenir au triptyque de l'Etat-nation: «une langue, une culture, un territoire communs» (Quijada et al. 2000). A l'inverse des phénomènes que l'on observe actuellement en Europe, les immigré·e·s argentin·e·s des XIXe et XXe siècle ne présentaient pas de danger pour l'homogénéité nationale puisqu'ils et elles étaient considéré·e·s comme porteurs et porteuses d'une même culture (européenne). C'est des autochtones, considéré·e·s comme différent·e·s sur un plan d'abord racial et plus récemment culturel, que l'on exigeait un effort particulier pour s'adapter et s'intégrer à la Nation.

L'histoire de la classification des populations de l'Argentine se distingue de celles d'autres pays (Mexique, Pérou) par l'absence de la catégorie des métis·ses (issu·e·s des unions entre les femmes indiennes et les colons espagnols). Cette dernière semble s'être dissoute dans celle des *criollos* (créoles: personnes nées en Amérique latine mais de parents espagnols) dans le sillage de l'idéologie républicaine de tradition libérale du XIXe siècle qui visait à donner les mêmes droits à tou·te·s les habitant·e·s et à leur octroyer la citoyenneté en vertu du droit du sol. Cependant, à la même époque, les discours sur l'intégration des autochtones montrent qu'ils et elles sont considéré·e·s comme les figures d'une altérité radicale, de l'état de «nature», de la «barbarie» qu'il faut «civiliser» (Kradolfer et Navarro Floria 2006) en leur inculquant les règles de la société dominante pour pouvoir ensuite les intégrer en tant que *criollos* à la Nation. Ce transfert des populations autochtones vers la catégorie des *criollos* contribua ainsi à leur invisibilisation, jusqu'à ce que la reconnaissance du multiculturalisme dans la Constitution de 1994 ne conduise à des recatégorisations. Différents groupes ont alors (re)émergé des *criollos* en revendiquant des identités autochtones, alors que dans les discours politiques et du sens commun, l'Argentine était considérée comme un Etat dans lequel il n'y avait plus d'Indien·ne·s (Kradolfer 2007).

Les différents recensements de population qui ont eu lieu depuis les guerres de conquête des derniers territoires autochtones à la fin du XIXe siècle font état de données ethniques qui tendent ensuite à disparaître durant la deuxième moitié du XXe siècle. L'étude des catégories utilisées dans les recensements permet d'analyser comment l'Etat contrôle et classe sa population (Anderson 2002; Cohn 1996) et il n'est, par conséquent, pas surprenant de voir disparaître les autochtones qui, sont de plus en plus considéré·e·s comme intégré·e·s à la société argentine et renvoyé·e·s à la catégorie des *criollos*. Ces populations auraient ainsi réussi à s'éloigner du pôle de «la barbarie: les Indiens» pour se rapprocher de celui de «la civilisation: les Blancs». A la fin du XXe siècle, la situation des populations autochtones connaît une nette amélioration, tant en raison de la reconnaissance de leurs droits collectifs que grâce au *lobbying* international de leurs représentant·e·s dans des organisations internationales et à l'intérêt que leur portaient les ONG dans un contexte de mondialisation des communications. Il n'est donc pas surprenant de constater que, dans ce contexte, nombre de peuples revendiquent des identités indigènes, ce qui conduit à une «émergence autochtone» pour reprendre les termes de Bengoa (2000). En Argentine, comme dans de nombreux autres pays d'Amérique latine, des groupes se distancient ainsi des masses paysannes auxquelles ils avaient été associés en renversant le processus qui avait rendu l'identité de classe prépondérante par rapport à l'identité ethnique (Hale 1997). De la catégorie des *criollos* émergent ainsi nombre de personnes

[2] Dans le contexte actuel des démocraties européennes, on pense ici aux discours xénophobes qui considèrent que les migrant·e·s mettent en danger les «cultures nationales», du simple fait de leur présence (Stolcke 1995). Au XVIe siècle, les métis·ses portaient atteinte, du fait de leur illégitimité, à l'intégrité culturelle et/ou morale de la vice-royauté du Pérou (Coello 2008).

revendiquant une identité autochtone mais aussi d'anciens groupes ethniques considérés comme «disparus»: les Huarpe, les Ona, les Charrúa, etc.

En novembre 2001, presque quarante ans après le dernier recensement indigène national (*Censo indígena nacional*), le neuvième recensement de population a inclu une question portant sur l'appartenance ethnique développée dans le cadre d'une «enquête complémentaire des peuples autochtones» – *Encuesta Complementaria de Pueblos Indígenas* (INDEC 2004-2005). Celle-ci a eu lieu en 2004 auprès d'un échantillon de familles représentatives interrogées sur différents sujets: leurs ancêtres, les langues autochtones, l'éducation, la santé, le travail, les conditions de vie, etc. Les résultats de ce recensement laissent apparaître une augmentation importante de la population autochtone ainsi que la réapparition de certains peuples sur la scène politique nationale.

REVENDIQUER UNE IDENTITÉ AU RISQUE DE LA RÉIFIER

L'émergence des peuples autochtones aux niveaux régional, national et international a comme corollaire le développement d'organisations politiques et de dirigeant·e·s autochtones. Ces derniers et dernières, qui apparaissent comme de véritables «spécialistes» de l'interculturalité, cherchent à articuler les revendications autochtones aux cadres légaux et aux politiques publiques qui leur sont destinés. C'est dans ce contexte d'élaboration de conventions et d'instruments internationaux destinés à protéger les peuples autochtones que l'on peut observer la création d'une communauté politique transnationale formée d'une nouvelle catégorie d'acteurs: celle des «peuples autochtones» (Schulte-Tenckhoff 1997). Bien que les dirigeant·e·s autochtones, véritables «passeurs culturels» (Bierschenk et al. 2000), forment des élites transnationales qui sont souvent en rupture avec les figures «traditionnelles» du pouvoir et avec les chefs «coutumiers» (Kradolfer 2005, 2008), ils et elles sont ainsi devenu·e·s des interlocuteurs incontournables pour les Etats tout en devenant les représentant·e·s officiel·le·s des peuples dont ils et elles sont issu·e·s. Leur situation intermédiaire entre les mondes autochtones et la diplomatie nationale et internationale fait d'elles et eux des figures «métisses» par excellence. En effet, tout en étant des expert·e·s chevronné·e·s dans la défense des droits de leurs peuples et en empruntant largement le langage et les instruments des juristes pour défendre leurs droits sur les territoires et ressources, ils / elles doivent leur présence dans les plus hautes sphères des instances (inter) nationales au fait qu'ils / elles y défendent la diversité culturelle, diversité qu'ils / elles affirment et «exhibent» de manière emblématique, contribuant ainsi à la (ré) essentialisation des différences culturelles.

Cette mise en exergue des différences, ainsi que la multiplication des revendications de type ethnique sur tous les continents et l'explication de nombre de conflits par la différence culturelle (Huntington 2007) conduisent à ce que Stolcke (1995) nomme un «fondamentalisme culturel». Outre le fait que les frontières ethniques puissent être considérées comme des espaces de production de différences (Barth 1995), je pense qu'il faut aussi les comprendre comme des espaces dans lesquels les groupes qui sont en interaction se reconstruisent, se catégorisent et se divisent en des entités considérées comme «pures». En effet, ce sont à partir de lieux, de situations ou de personnes qui sont à «l'entre-deux» que se créent ou se renforcent les différences culturelles (Stolcke et Coello 2008).

Par exemple, en Patagonie argentine, des programmes d'éducation et de santé interculturelles sont destinés uniquement aux populations mapuche et ils ont conduit à la création de deux catégories particulière d'acteurs et actrices: les instituteurs / institutrices interculturel·le·s et les infirmiers / infirmières mapuche. Ces personnes représentent deux figures de «mélange» entre la société mapuche et les instances gouvernementales provinciales et / ou nationales. Bien qu'ils et elles interviennent dans deux sphères totalement différentes, leurs fonctions rendent leurs situations professionnelle et personnelle comparables. S'agissant des programmes d'enseignement de la langue mapuche ou de santé publique destinés aux populations mapuche, les autorités provinciales ont, dans les deux cas, nommé des personnes mapuche aux fonctions de «maître de langue» (*maestro de lengua*) ou d'infirmiers / infirmières (*agentes sanitarios*) sans toutefois qu'elles bénéficient de formations adéquates. Intégrées aux personnels enseignant ou soignant sans en partager «l'habitus» (Bourdieu 1980), ces personnes sont souvent critiquées soit par les autres Mapuche qui ne comprennent pas leur ascension sociale rapide qu'ils et elles considèrent comme illégitime, soit par les autres professionnel·le·s qui regrettent l'arrivée de personnes sans véritable formation dans les écoles ou les hôpitaux. Or, pour les autorités provinciales, il semblerait que le seul fait d'être Mapuche soit suffisant pour être recruté·e à un poste qui se trouve à l'articulation entre deux cultures, essentialisant et naturalisant ainsi les compétences de certains Mapuche qui sont choisi·e·s et nommé·e·s à des fonctions de «facilitateurs et facilitatrices» culturels du seul fait de leur

appartenance au peuple mapuche. Ces professionnel·le·s autochtones se voient dès lors contraints à l'exercice d'une «autochtonie active» dans laquelle ils et elles doivent prouver quotidiennement face aux institutions qui les ont engagé·e·s qu'ils/elles sont de «parfait·e·s» Mapuche, réifiant leur identité pour attester de leur «pureté», alors même que leur situation professionnelle fait d'elles et eux des intermédiaires pris dans des relations de subordination et de domination face aux autorités locales et à la société argentine en générale.

CONCLUSION

En Argentine, comme en Amérique latine en général, l'un des défis principaux du XXIe siècle sera certainement la redéfinition des rapports entre l'Etat-nation et les populations autochtones en termes culturels. Il faut se rappeler que les processus de construction historique des sociétés et les mécanismes de reproduction politique et sociale (qu'ils transforment ou pérennisent les structures) s'accordent aux hiérarchies sociales ainsi qu'aux relations hégémoniques de pouvoir pour naturaliser des différences. Ainsi, que l'on envisage la construction des différences entre société nationale et population amérindienne en termes de race ou de culture, les mécanismes de construction des hégémonies et de hiérarchisation semblent au final se conjuguer selon des trames similaires, bien qu'ils soient étroitement liés aux contextes dans lesquels différents groupes se côtoient ou se confrontent. Par ailleurs, ces hiérarchisations ne sont pas sans rappeler les discours actuels sur l'immigration dans les pays développés où les discours sur le mélange culturel (*melting pot*) ont cédé la place à ceux que Taguieff (1987) qualifie de «racisme différentiel» ou Stolke (1995) de «fondamentalisme culturel». L'infériorisation de l'Autre n'est dès lors plus l'élément central puisque sa différence est élevée à un niveau absolu et irréductible rendant toute intégration à l'identité culturelle nationale impossible.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON Benedict
2002. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris: La Découverte.

BARTH Fredrik
1995. «Les groupes ethniques et leurs frontières», in: Philippe POUTIGNAC, Jocelyne STREIFF-FENART (Eds), *Théories de l'ethnicité*, p. 203-249. Paris: PUF.

BENGOA José
2000. *La emergencia indígena en América latina*. México/Santiago de Chile: Fondo de cultura económica.

BIERSCHENK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre
2000. *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris: APAD/Karthala.

BOURDIEU Pierre
1980. *Le sens pratique*. Paris: Minuit.

COELLO Alexandre
2008. «Idolatría, mestizaje y buen gobierno en la diócesis de Charcas», in: Verena STOLCKE, Alexandre COELLO (Eds), *Identidades ambivalentes en América latina [siglos XVI-XXI]*, p. 61-92. Barcelona: Bellaterra.

COHN Bernard
1996. *Colonialism and its Forms of Knowledge: The British in India*. Princeton: Princeton University Press.

ESCOBAR Arturo
1998. *La invención del Tercer Mundo. Construcción y deconstrucción del desarrollo*. Bogotá: Grupo Editorial Norma.

HALE Charles
1997. «Cultural politics of identity in America latina». *Annual Review of Anthopology* 26: 567-590.

HUNTINGTON Samuel
2007. *Le choc des civilisations*. Paris: Odile Jacob.

INDEC (Instituto nacional de estadística y censos)
2004-2005. *Encuesta Complementaria de Pueblos Indígenas (ECPI) 2004-2005. Complementaria del censo nacional de población, hogares y viviendas 2001*. Instituto nacional de estadística y censos, Buenos Aires, 2001 [en ligne: http://www.indec.mecon.gov.ar/webcenso/ECPI/index_ecpi.asp (page consultée le 18 avril 2010)].

KRADOLFER Sabine
2005. *Organisation sociale, don et identité dans les communautés mapuche de la province de Neuquén (Argentine)*. Lausanne / Paris: Université de Lausanne, Faculté des SSP / Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle, IHEAL.

2007. «Ser Mapuche en Argentina en el umbral del tercer milenio». *Revista del CESLA* 10: 37-52.

2008. «Résister dans la division. Articulations et désarticulations du pouvoir chez les Mapuche de Neuquén (Argentine)». *Tsantsa* 13: 80-88.

KRADOLFER Sabine, NAVARRO FLORIA Pedro
2006. «De la difficulté d'entendre la voix de l'Autre quand elle remet en question un héros national». *Carnets-de-bord* 12 (Cultes du passé): 57-66.

QUIJADA Mónica, BERNAND Carmen, SCHNEIDER Arnd
2000. *Homogeneidad y nación con un estudio de caso: Argentina, siglos XIX y XX*. Madrid: Consejo superior de investigaciones científicas.

SCHULTE-TENCKHOFF Isabelle
1997. *La question des peuples autochtones*. Bruxelles / Paris: Bruylant / Librairie générale de droit et de jurisprudence.

STOLCKE Verena
1995. «Talking culture: new boundaries, new rhetorics of exclusion in Europe». *Current Anthropology* 36(1): 1-24.

STOLCKE Verena, COELLO Alexandre (Eds)
2008. *Identidades ambivalentes en América latina [siglos XVI-XXI]*. Barcelona: Bellaterra.

TAGUIEFF Pierre-André
1987. *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*. Paris: La Découverte

AUTEURE

Sabine Kradolfer est anthropologue et sociologue. Elle est actuellement boursière post-doctorale du FNS à l'Université autonome de Barcelone et à l'Université nationale de Río Negro (Argentine). Sa thèse de doctorat, réalisée en cotutelle entre les universités de Lausanne et Paris III – Sorbonne nouvelle, porte sur l'organisation sociale des communautés mapuche de la province de Neuquén (Argentine). Parallèlement à ses travaux en anthropologie, elle a co-dirigé, entre février 2006 et juin 2008, une recherche sur la relève académique à l'Université de Lausanne.

AHCISP, Universidad autònoma de Barcelona, Facultat de psicologia i lletres, Departament d'antropologia social i cultural
08193 Bellaterra (Cerdanyola del Vallès), Espagne
Kradolfer.Sabine@gmail.com